

N° 66

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020

26 février 2020

PROJET DE LOI

*modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'**application du cinquième alinéa** de l'article 13 de la **Constitution** et prorogeant le **mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet***

(Texte définitif)

Le Sénat a adopté, dans les conditions prévues à l'article 45 (alinéas 2 et 3) de la Constitution, le projet de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : 1^{re} lecture : **119, 194, 196, 183** et T.A. **35** (2019-2020).

272. Commission mixte paritaire : **294** et **295** (2019-2020).

Assemblée nationale (15^e législature) : 1^{re} lecture : **2536, 2589** et T.A. **387**.

Commission mixte paritaire : **2632** et T.A. **400**.

Article 1^{er}

Le tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Après la neuvième ligne, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

« Direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Commission compétente en matière de santé publique	
Direction générale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Commission compétente en matière de santé publique	» ;

2° La première colonne de la seizième ligne est ainsi rédigée :
« Présidence de l'Autorité nationale des jeux » ;

3° Après la vingt-troisième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

« Présidence de la Commission d'accès aux documents administratifs	Commission compétente en matière de libertés publiques	» ;
--	--	-----

4° La trente-cinquième ligne est supprimée ;

5° Après la quarante-sixième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

« Direction générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration	Commission compétente en matière de libertés publiques	» ;
--	--	-----

6° À la première colonne de la cinquante-deuxième ligne, les mots : « Présidence du conseil de surveillance de la » sont remplacés par les mots : « Direction générale de la société nationale » ;

7° Les cinquante-troisième et avant-dernière lignes sont supprimées.

Article 2

Au 6° du I de l'article 11 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les mots : « de régulation des jeux en ligne » sont remplacés par les mots : « nationale des jeux ».

Article 3

Les mandats des membres, titulaires et suppléants, de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet expirant le 30 juin 2020 sont prolongés jusqu'au 25 janvier 2021.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 février 2020.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER